



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Grèves d'envergure dans l'automobile en Turquie : Travailleuses et travailleurs de tous les pays, nous avons les mêmes intérêts !



Bulletin Poste du NPA - 1er juin 2015

Depuis la mi-mai, un mouvement de grève historique touche les principaux sites de production automobile en Turquie. Non seulement à Bursa, l'un des plus gros sites industriels du pays, mais également dans d'autres villes comme Izmit, Ankara ou Eskisehir, plus de 15.000 travailleuses et travailleurs des usines Renault (qui fabriquent les Clio), Fiat, Ford, ou encore Hyundai sont entrés en lutte pour de meilleurs salaires et la liberté syndicale. En plus des multinationales de l'automobile, les grévistes s'affrontent aussi à la bureaucratie du principal syndicat, Turk Metal, qui a pieds et mains liés avec la Fédération (patronale) Turque des Entreprises de la Métallurgie (MESS), elle-même soutenue par le gouvernement conservateur d'Erdogan. Alors que se dessinait la possibilité d'une grève générale, les ouvrières et ouvriers ont repris le travail dans certaines usines dont Renault suite à l'obtention de certaines de leurs revendications, alors que d'autres sites sont encore en grève comme chez Ford. Une chose est cependant certaine : à travers ce mouvement, la classe ouvrière turque a fait trembler le patronat et le gouvernement turc. Cette expérience de lutte, qui a mis en mouvement toute une génération d'ouvriers et d'ouvrières, et qui s'inscrit dans un contexte de fortes mobilisations sociales en Turquie depuis 2013, est particulièrement prometteuse pour l'avenir de la lutte des classes, en Turquie comme pour ailleurs dans le monde.

Aux origines de la grève : les salaires

Déjà le 29 janvier, une grève portant sur les salaires et les conventions collectives avait entraîné plus de 20 000 travailleurs et travailleuses sur une quarantaine de sites : dans le secteur automobile, le salaire plancher est de 390 euros par mois (l'équivalent du salaire minimum) et la semaine de travail de 45 heures. Les syndicats dont Turk Metal, avaient décidé d'accepter la convention proposée par la MESS, et au deuxième jour la grève était déclarée illégale par le gouvernement. Mais le 8 avril, par une nouvelle mobilisation, les ouvriers de Bosch réussissaient à obtenir 60% d'augmentation de salaires. C'est inspirés par cette victoire que 5.000 ouvriers de l'usine Renault-Oyak ont décidé de se mettre en grève le 15 mai pour demander... la même augmentation !

Face aux trahisons syndicales, solidarité ouvrière et auto-organisation des travailleurs

Le mouvement s'est alors rapidement étendu à de nombreux sites automobiles du pays. Alors que partout où elle pouvait, la bureaucratie de Turk Metal aidait le patronat à casser le mouvement, des milliers de travailleurs adhérents au syndicat ont démissionné en déchirant publiquement leur carte. Pour tenir bon, les travailleuses et travailleurs ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. Partageant les mêmes revendications, des travailleurs d'autres usines de la zone sont venus à leur rencontre, apportant de la nourriture et refusant de réaliser des heures supplémentaires. Les 5700 ouvriers de Renault Bursa se sont quant à eux organisés de manière démocratique en assemblées de travailleurs, élisant 8 délégués centraux, seuls habilités à discuter avec la direction et rendant compte de leurs discussions devant les assemblées. Au bout de 13 jours de grève, devant l'extension du mouvement, la direction a cédé une prime d'un mois de salaire ; une seconde prime annuelle de près d'un tiers de mois ; une augmentation prochaine ; aucune sanction consécutive à la grève ; les 13 jours de grève payés ; la reconnaissance officielle comme interlocuteurs des délégués choisis par les grévistes et le droit de choisir son syndicat.

Contre un même maux, une riposte internationale est nécessaire !

Partout en Turquie, en France et ailleurs, les travailleuses et les travailleurs sont soumis aux mêmes attaques de la part des capitalistes. Alors qu'ils nous font payer les conséquences de leur crise, en nous imposant des bas salaires et la dégradation de nos conditions de travail, avec toujours ce même chantage (« c'est ça ou on ferme »), une riposte commune des travailleurs est plus que jamais nécessaire. Les travailleurs turcs de l'automobile, en s'auto-organisant et en résistant ensemble, sont en train d'entraîner de nombreux autres travailleurs dans leur pays. Mais l'écho de leur lutte s'est fait entendre jusque dans les usines Renault de Tanger ou de Flins, où l'ampleur de la grève suscite des discussions et ne peut que constituer un encouragement. La lutte des travailleurs est internationale !

No limit

La Poste n'avait pas encore osé : elle vient de demander le licenciement de 4 collègues du 92 qui ne sont pas salariés protégés. Il s'agit de 2 collègues de Meudon qui ont témoigné contre un cadre harceleur dont une expertise CHSCT a préconisé qu'il n'exerce plus de responsabilités... Résultat : il a été promu et les 2 facteurs risquent le licenciement. Quant aux 2 collègues de Rueil également visés, ils sont poursuivis pour avoir refusé de distribuer le courrier correspondant à une journée de grève. Comme par hasard, la direction a pour projet de réorganiser Rueil et de délocaliser le service des collègues de Meudon. Une nouvelle preuve que La Poste est prête à tout pour faire passer ses restructurations.

Postier-e-s de tous les pays, unissons-nous!



Victoire sur le guichet de St-Leu (95)

Les problèmes de remplacements et de personnel perdurent depuis des années sur les bureaux de l'enseigne 95. Les collègues de St-Leu ont décidé d'y mettre un terme, ces derniers avaient posé un préavis de grève pour le 02 juin 2015 malgré les manœuvres de la CFDT et de la direction pour que rien ne se passe.

Les collègues ont obtenu satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications, complètement des postes, création d'une PT et sur-nombre pour les collègues ayant des détachements et les formations. Ceci est à souligner d'autant plus que la boîte a reculé AVANT le début du préavis. Un exemple

à suivre : mieux vaut lutter que subir, les résultats sont plus probants.

Tous les centres sont attaqués, tous les centres doivent se mobiliser ensemble !

Une nouvelle vague de restructurations va concerner tous les établissements parisiens dès la rentrée. Il s'agit de la création de "plaques", fusion des districs avec les centres de collecte. Chaque établissement y passera l'un après l'autre. "Mutualisation" de personnels (=suppressions de postes) et de travail aura lieu entre les tournées du matin et celles de l'après-midi (collecte le matin ? Distribution l'après-midi ?). Ce projet d'ampleur est une attaque majeure contre nos métiers, nos conditions de travail et nos emplois. Nul doute que le nombre de tournées en "pause méridienne" connaîtra une accélération sur Paris... La riposte doit par conséquent s'organiser dans tous les bureaux, afin d'éviter la résistance site par site, qui montre ses limites face au rouleau compresseur des directions. Pour faire reculer nos patrons, il faut une mobilisation de tous les établissements ensemble, au même moment !

Hôpitaux de Paris : les salariés déterminés contre le plan Hirsch !

La mobilisation ne faiblit pas à l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris. Avec des taux de mobilisation record depuis une décennie, 8000 personnels se sont à nouveau mobilisé-e-s ce jeudi 28 mai pour exiger le retrait du plan de Martin Hirsch. Afin de réaliser 25 millions d'euros d'économies, celui-ci remet en cause les journées de RTT et d'autres acquis concernant la durée du travail, et prévoit 22000 suppressions de postes dans les hôpitaux d'ici 2017. Les salarié-e-s l'ont clairement affirmé : ce plan n'est « ni négociable ni amendable » ! Une nouvelle journée de mobilisation est prévue le 11 juin, en parallèle de la grève dans l'éducation nationale. Ce combat concerne tou-te-s les salarié-e-s : il s'agit de mettre un coup d'arrêt définitif à ces politiques de destruction de nos services publics !